

Des milliers de personnes ont manifesté lundi soir devant le parlement à Budapest pour réclamer la démission de la patronne du Fisc et dénoncer la corruption dans le pays. Séance de rattrapage pour ceux qui auraient manqué un épisode dans l'affaire de la NAV, le fisc hongrois, dont la directrice Ildiko Vida est accusée de corruption par Washington. L'article qui suit est signé Joël Le Pavous et a été publié sur le blog « Mi ujsag ? » sous le titre « [TVA « évadée », affaire Horváth : il était une petite NAV vile](#) ».



Vingt-trois mille personnes travaillent au sein du fisc hongrois. Photo : hungarytoday.hu

Novembre 2013 : András Horváth, ex-contrôleur des impôts, révèle qu'un trilliard de forints (3 milliards d'€) de TVA par an « disparaissent » des caisses du fisc hongrois. Qui en profite ? Des conseillers de Viktor Orbán, rémunérés sous couvert de rapports factices, des grandes firmes, voire le « crime organisé », accuse le lanceur d'alerte. Le dossier ressurgit en pleine période de tensions Hongrie-USA.

« *Je ne sais pas ce qu'il dit. Je voudrais un interprète* ». Ildikó Vida ne capte absolument rien de ce qu'essaie de lui expliquer Andre Goodfriend, chargé d'affaires à l'ambassade des Etats-Unis. Rencontrant le diplomate à deux pas du Parlement, la directrice de l'office magyar des taxes et douanes (NAV) se braque. Perd pied. Se ridiculise devant les caméras de HírTV (chaîne d'info en continu pro-Orbán) venues filmer le rendez-vous.

En fait, la patronne du fisc hongrois est *persona non grata* outre-Atlantique, a-t-elle indiqué dans un entretien accordé au quotidien conservateur *Magyar Nemzet*. Motif : des soupçons de corruption pèsent sur celle qui a déjà dirigé l'organisme de 1998 à 2002. Cinq compatriotes, dont trois économistes de l'institut [Szazadvég](#) (Fin de siècle), proche de la Fidesz, sont sur la « liste noire » établie par les services de la Maison Blanche.

La Toile s'est gaussée du non-anglais de Mme Vida. Démo avec Chris Tucker en guest.

Naissance d'un « Snowden magyar »

András Horváth n'avait cessé de dénoncer les agissements frauduleux de sa hiérarchie. La justice était avertie [texte après texte](#) : la NAV arrose les complices de cette magouille en se basant sur l'écart entre les 27 % de TVA maison et les 10 % sur l'alimentation dans les pays voisins. L'inertie des autorités a poussé cet ex-employé modèle à sortir du bois. La riposte n'a pas traîné : pressions, fouille de son appart', procès en diffamation...

« *Cette procédure est révoltante, taclait l'intéressé, [interviewé par Euronews](#). S'ils étaient vraiment curieux de mes découvertes, je leur aurais déjà donné mon dossier. La police a harcelé ma famille et*

m'a traité comme un criminel. Ces poursuites prouvent qu'en Hongrie, la loi persécute ceux qui combattent la corruption au lieu de les protéger. Le seul but est d'intimider, mais cela pourrait dissuader d'autres personnes d'enrayer ce fléau ».

Dans une certaine mesure, l'agent des finances démissionnaire endosse un rôle identique à celui d'Edward Snowden, réfugié en Russie : chevalier blanc de la transparence. L'ex-analyste de la NSA a sabordé le culte du secret US en montrant aux médias comment l'office fédéral surveillait Internet et les téléphones portables à l'échelle mondiale. A. Horváth s'est élevé contre les tractations illégales de la NAV au nom de la vérité.



Dans son fameux « dossier vert », qu'il arbore ici à bout de bras lors d'une manifestation le 28 décembre 2013, Andras Horvath a compilé les preuves qui étayent ses accusations. Photo : 444.hu

« Ce trafic - qui ferait perdre chaque année à l'Etat une somme colossale équivalente à 5% du PIB - est «couvert par la direction du fisc qui interdit aux inspecteurs d'enquêter sur certains distributeurs», précise Horváth, selon lequel la fraude a débuté avant l'adhésion à l'Union européenne et s'est développée avec la disparition des frontières. Droite et gauche sont concernées », relate Florence la Bruyère dans [un article de Libé](#).

Le *whistleblower* (lanceur d'alerte), devenu icône de la société civile locale, a assisté au rassemblement anti-pots-de-vin organisé le 9 novembre à l'initiative du groupe Facebook « 1000 milliards pour une taxation juste ». Dans le discours final qu'il a prononcé, András Horváth a appelé les autorités hongroises à enquêter en profondeur tout en affirmant qu'une modification constitutionnelle est la seule solution pour stopper la corruption.

« Chiffon de papier »

« Corruption » ? Au coeur du gendarme financier maison ? Bien sûr, martèlent à l'envi socialistes, écologistes et libéraux. Mensonge, répète-t-on en chœur dans les rangs Fidesz. « *Ce n'est qu'un chiffon de papier. [...] Si ce n'était pas écrit en anglais, je croirais que ça a été rédigé par l'opposition* », a tonné Viktor Orbán, le 14 novembre, après lecture du document publié la veille justifiant l'interdiction de séjour des six hauts-fonctionnaires.

Quoi qu'en dise le Premier ministre, c'est une déflagration. Le rapport est à l'avenant : « fraude fiscale » reprochée à la NAV, « doutes » sur la réduction du nombre de bureaux de tabacs et la cession d'enseignes à des proches du régime. Le fameux « dossier vert » d'András Horváth contient, dicit son auteur, de quoi envoyer derrière les barreaux ceux qu'il nomme les « [intouchables](#) », contrôleurs et cravatés ripous ayant nourri l'escroquerie.

La super-arnaque empeste le fait du prince. Pour deux raisons :

- 1. Ildikó Vida, placardisée suite à la défaite de Viktor (2002), a bossé jusqu'en 2010 chez MAHIR, boîte d'événementiel dirigée par Lajos Simicska, intime d'Orbán. A qui elle doit son 1er mandat et son come-back.
- 2. Árpád Habony, l'un des six « blacklistés » de Washington, n'est autre que l'éminence grise du leader magyar. Son Patrick Buisson. Un pilier du système.



« Une vieille connaissance de Lajos Simicska », ironise le site d'info Hir24 à propos de Mme Vida. Et pour cause : il lui a offert le job en 98 et obtenu un second mandat.

Photo : hirv24.hu

« András Horváth a décrit en détail le modus operandi de ces criminels. Il a demandé à la NAV de diligenter une enquête et divulgué leurs résultats. Mais les dirigeants de l'office des taxes l'ont tout d'abord viré avant d'annoncer, quelques jours plus tard, après une enquête interne, que tout était en ordre », raconte la journaliste Eva Balogh [sur son blog](#). Ou comment créer un scandale d'Etat en se débarrassant fissa d'un salarié gênant.

Pour l'heure, le feuilleton judiciaire patine. La police s'est emparée du « dossier vert » d'Horváth lors de la perquisition à son domicile. Les « intouchables » courent toujours. Orbán protège son administration et diabolise Washington. Victimization pratique. Anti-occidentalisme primaire érigé en dogme par le pouvoir hongrois actuel. Bref, une histoire floue d'égos, de costards, de combines et de gros sous : du Scorsese à peine pompé.